

**HAUT-RHIN** Manifestation des agents des Finances publiques

# « Nous avons atteint un point de rupture »

Mobilisés par l'intersyndicale des Finances publiques du Haut-Rhin (CGT, FO, Solidaires, CFDT et CFTC), soixante agents ont manifesté hier matin en ouverture du comité technique local. Ils dénoncent la suppression de quatorze emplois en 2017, la détérioration des conditions de travail et le recul du service public.

Une soixantaine d'agents des Finances publiques du Haut-Rhin s'est rassemblée hier matin devant le bâtiment du centre administratif de Colmar où se tenait le comité technique local consacré à l'emploi. Le directeur départemental devait y annoncer la suppression de quatorze emplois à compter de septembre 2017. Une représentante de l'intersyndicale (CGT, FO, Solidaires, CFDT et CFTC) lui a lu un texte recensant les conséquences d'un « sous-effectif chronique » et lui demandant « l'arrêt de toute suppression d'emploi ».



Une soixantaine d'agents a manifesté hier matin à Colmar à l'appel de l'intersyndicale des Finances publiques du Haut-Rhin. PHOTO DNA - NICOLAS PINOT

**« Ce n'est pas parce qu'on dématérialise que le contribuable devient virtuel »**

« Dans les petits sites, la moindre absence non prévue devient un casse-tête ingérable », a-t-elle expliqué en pointant « la fusion de services, la restriction des heures d'ouverture au public, la proposition d'accueil sur rendez-vous et la dématérialisation à outrance... »

« L'unité syndicale » est un signe

de l'exaspération des agents, expliquent les représentants du personnel. « Nous sommes arrivés au bout du bout », commente Vincent Geiller, de la CFTC. « Nous avons perdu 30 % des effectifs depuis 2010 », explique Thomas Schneider, de la CGT. « La charge de travail qui pèse sur les agents ne cesse d'augmenter. Nous avons atteint un point de rupture. » « Les services sont au bord de l'implosion. Ce n'est plus tenable », note Olivier Cotton, de la CFDT.

Les syndicats dénoncent la détérioration des conditions de travail et la suppression des services

publics qui se traduit concrètement par la fermeture, au 31 décembre 2016, de la trésorerie de Muntzenheim, avec transfert à Neuf-Brisach et Colmar, et la fermeture du service des entreprises de Guebwiller, à la même date, pour le transférer à Colmar. « C'est dramatique. Ces mesures contribuent à exclure une partie de la population », estime Olivier Cotton.

Arnaud Eloy (Solidaires) évoque pour sa part « un travail croissant compte tenu de la complexité des lois de finances et des nouvelles spécificités » et des « contribuables de plus en plus

demandeurs ». « Ce n'est pas parce qu'on dématérialise que le contribuable devient virtuel », remarque Fabien Bonischo, de FO. Les agents demandent des « moyens humains supplémentaires », « une meilleure valorisation » et « un vrai bilan des expérimentations en cours ». Mais leur souhait dépasse l'aspect fonctionnel. Thomas Schneider veut que « le gouvernement arrête de stigmatiser les agents » tandis que Vincent Geiller « ne voit pas d'amélioration entre un gouvernement de droite et un gouvernement de gauche ». ■

FRANCK BUCHY